

Infractions portant atteinte aux
intérêts financiers de l'UE

Directive PIF - corruption



Funded by
the European Union

Compétence de l'UE en matière de corruption

Considérée comme une infraction sous-jacente du blanchiment d'argent par le droit de l'UE

Article 67 TFUE

- » L'UE devrait assurer un niveau élevé de sécurité, y compris par la prévention & la lutte contre la criminalité et par le rapprochement des législations pénales.

Article 83 TFUE

- » Disposition désignant la corruption comme un « eurocrime ».

Article 325 TFUE

- » L'UE et les États membres combattent la fraude et toute activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE par des mesures qui sont dissuasives et offrent une protection effective dans les États membres, ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'UE.



Directive PIF

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que la corruption passive et la corruption active, lorsqu'elles sont intentionnelles, constituent des infractions pénales.

- » Constitue une menace particulièrement grave pour les intérêts financiers de l'Union.



Article 4 para. 2

Corruption passive

Le fait, pour un agent public, directement ou par interposition de tiers, de solliciter ou de recevoir des avantages, de quelque nature que ce soit, pour lui-même ou pour un tiers, ou d'en accepter la promesse, pour accomplir ou ne pas accomplir un acte relevant de sa fonction ou un acte dans l'exercice de sa fonction qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

Corruption active

Le fait, pour quiconque, de promettre, de proposer, ou de donner, directement ou par l'intermédiaire de tiers, un avantage, de quelque nature que ce soit, à un agent public, pour lui-même ou pour un tiers, pour que cet agent public accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte relevant de sa fonction ou un acte dans l'exercice de sa fonction qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte aux intérêts financiers de l'Union.





Tout agent public est
tenu d'exercer son
jugement ou son
appréciation
discretionnaire de
manière impartiale

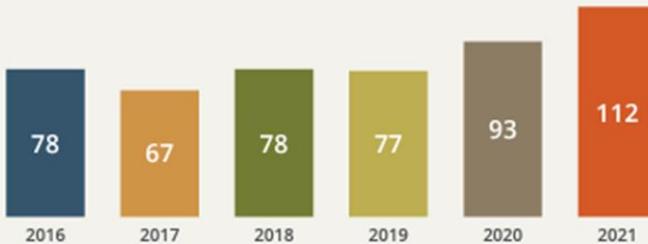


1. Eurojust corruption casework at a glance

EUROJUST CASEWORK ON CORRUPTION 2016-2021

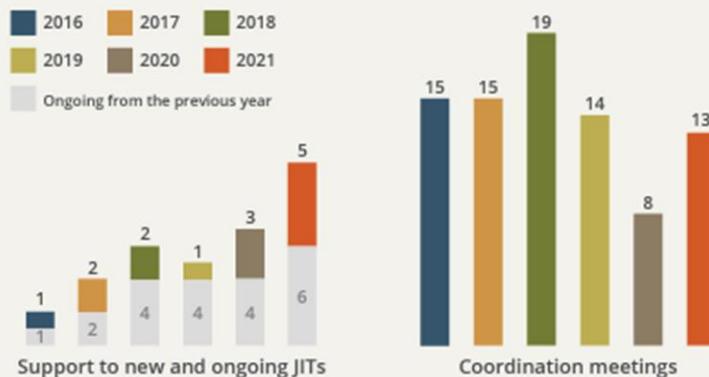
Corruption cases registered

The number of corruption cases, while still low relative to overall casework registered at Eurojust in the 2016-2021 period, has been steadily increasing.



Access to judicial cooperation tools

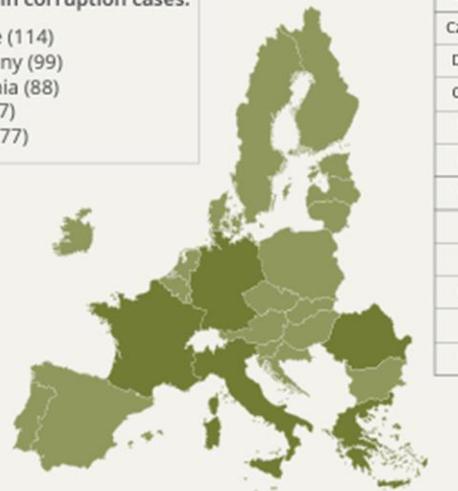
84 coordination meetings were organised in the 2016-2021 period to address corruption cases, enabling national authorities involved to share information and resolve legal and practical issues. Eurojust also supported 8 action days, with real-time exchanges of information and evidence and synchronised operations, and 14 new joint investigation teams (JITs).



EU Member State involvement in registered corruption cases 2016-2021

Top 5 Member States involved in corruption cases:

- Greece (114)
- Germany (99)
- Romania (88)
- Italy (87)
- Spain (77)



	As owner	As requested participant	Total
Belgium	8	28	36
Bulgaria	22	16	38
Czech Rep.	13	21	34
Denmark	1	6	7
Germany	12	87	99
Estonia	1	10	11
Ireland	0	18	18
Greece	92	22	114
Spain	23	54	77
France	21	52	73
Croatia	24	13	37
Italy	34	53	87
Cyprus	6	38	44
Latvia	12	17	29
Lithuania	5	14	19
Luxembourg	1	19	20
Hungary	13	21	34
Malta	4	13	17
Netherlands	20	40	60
Austria	6	37	43
Poland	8	24	32
Portugal	17	13	30
Romania	71	17	88
Slovenia	4	10	14
Slovakia	15	13	28
Finland	2	10	12
Sweden	12	9	21

■ As owner ■ As requested participant ■ Total

Access to jurisdictions worldwide

42 third countries were involved in Eurojust corruption cases in the period under review, highlighting the importance and added value of having a global network of contact points and Liaison Prosecutors stationed at Eurojust.

Top 10 non-EU states involved in corruption cases:

- Switzerland (92)
- Ukraine (28)
- United Kingdom (23)*
- United States (14)
- Serbia (12)
- Norway (10)
- Liechtenstein (9)
- North Macedonia (8)
- Moldova (7)
- Montenegro (6)

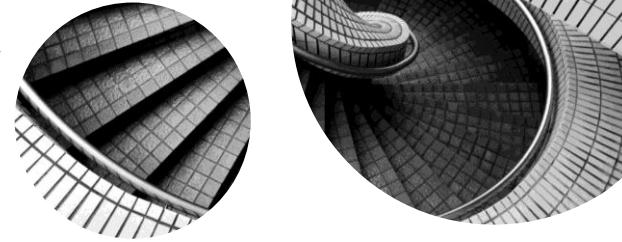
* data for UK considered from 1/2/2020



Dossiers traités par
Eurojust en matière
de corruption :
résultats 2016-2021

» Infractions sous-
jacentes incluses

La corruption en tant que délit financier



Considérants 8 et 9 de la directive PIF

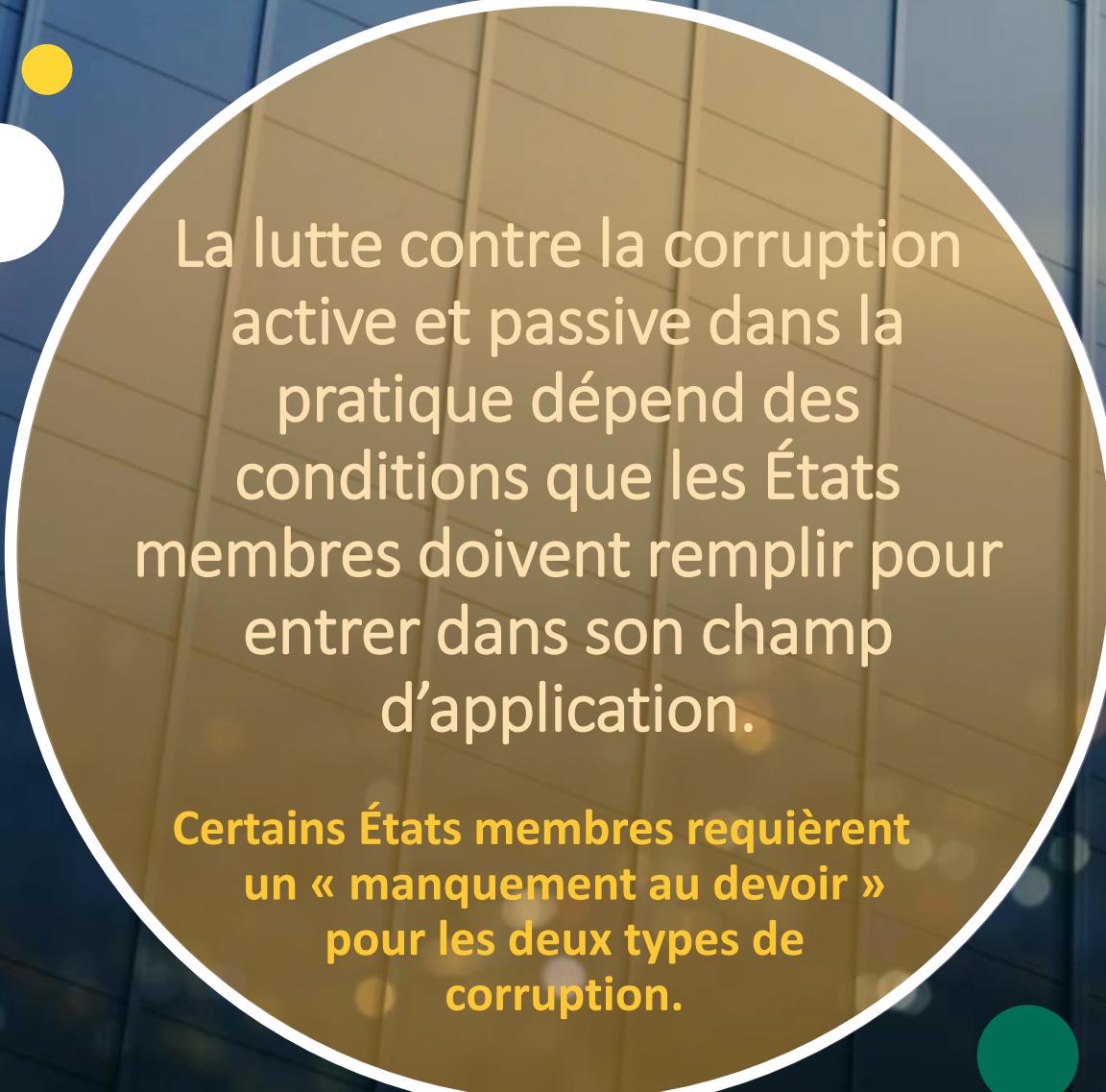
Devraient relever de la définition de la corruption, indépendamment de la législation ou de la réglementation applicable dans le pays ou à l'organisation internationale de l'agent concerné.

- » Les intérêts financiers de l'Union peuvent être mis à mal par certains types de comportements d'un agent public auquel la gestion de fonds ou d'avoirs a été confiée.

Considérant 10 de la dir. PIF et art. 83 para. 1 TFUE

L'élément intentionnel distingue la fraude/corruption des irrégularités. La corruption est également incluse dans la liste des comportements que l'UE est compétente pour incriminer.

- » Les paiements corrompus qui facilitent d'autres fraudes telles que les fausses factures, les dépenses fictives et le non-respect des spécifications contractuelles, entre autres.



La lutte contre la corruption active et passive dans la pratique dépend des conditions que les États membres doivent remplir pour entrer dans son champ d'application.

Certains États membres requièrent un « manquement au devoir » pour les deux types de corruption.

Autres types de corruption



Corruption d'agents publics nationaux



Abus de confiance,
détournement et autres
formes d'appropriation
frauduleuse de biens



Abus de fonction



Enrichissement illicite



Corruption &
détournement de biens
dans le secteur privé



Trafic d'influence



Prosecutors across the EU
are turning to Eurojust for:

EUROJUST



Rapid response (24/7)
to judicial cooperation needs



Coordinated cross-border
operations at Eurojust premises



Establishment and funding of
joint investigation teams (JITs)



Advice and facilitation with the application
of European judicial instruments (EAWS, EIOs, MLA requests)

Through its cooperation agreements, Liaison
Prosecutors and contact points, Eurojust unlocks
global access to more than 60 jurisdictions



OPERATIONAL RESULTS



Solving conflicts of
jurisdiction



Arrests and
surrenders



Seizures of drugs
and weapons



Securing evidence



Seizure/freezing of
criminal assets

CRIME TYPES

Terrorism

Cybercrime

Organised crime

Crimes against life and limb

Trafficking in human beings

Drug trafficking

Migrant smuggling

Environmental crime

Intellectual property crime

Corruption

Money laundering

Swindling and fraud

Other serious cross-border crimes

PIF crimes:

- Non-EPPo Member States
- Fraud against EU budget < €10 000
- VAT fraud < €10 million
- Involvement of non-EU countries
- Cases where the EPPO does not exercise its competence

privileged
partnership

European Anti-Fraud Office (OLAF)



*Administrative inquiries into
irregularities of the EU budget*

European Public Prosecutor's Office



EUROPEAN
PUBLIC
PROSECUTOR'S
OFFICE



PIF crimes
**Crimes against EU
financial interests**

L'OLAF et EUROJUST ont signé en 2003 un protocole d'accord mettant en évidence les modalités pratiques de la coopération et de l'échange d'informations.

- » S'informer mutuellement et immédiatement de toute info qui concerne l'autre.
- » Établir des points de contact via des unités de magistrats.

L'OLAF et EUROJUST ont signé un accord pratique en 2008 pour renforcer la transparence et la coordination des efforts.

- » Maintenir des contacts étroits et réguliers.
- » Réglementer les opérations et la coopération stratégique.
- » Collaborer dans les ECE.
- » Participer aux formations et aux ateliers.

Office européen de lutte antifraude



- » Mène des enquêtes indépendantes sur la fraude et la corruption portant sur des fonds de l'UE.
- » Élabore la politique de l'UE visant à lutter contre la fraude & la corruption.
- » A subi une réorganisation en 2020 pour renforcer sa capacité d'enquête, ses contrôles internes et sa gestion financière et maximiser le potentiel de compétences & d'expériences de son personnel.

Mène des enquêtes indépendantes sur la fraude et la corruption.

Propositions de lutte contre la corruption en 2023

Réseau de l'UE contre la corruption

Proposition de directive en matière la lutte contre la corruption visant à moderniser les cadres juridiques anticorruption de l'UE

Extension des sanctions relevant de la PESC aux actes graves de corruption

